

Curriculum vitae

(à jour au 2 janvier 2024)

Jean-François STRUILLLOU

Directeur de recherche au CNRS

Droit et changement social (UMR-CNRS 6297)

Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes

Chemin de la Censive du Tertre

BP 81307

44313 Nantes cedex 3

Courriel : jean-francois.struillou@univ-nantes.fr

- Thèse de doctorat en droit public (31 mars 1995), sous la direction du Professeur René Hostiou
- Nommé chargé de recherche à Droit et changement social (DCS, UMR-CNRS 6297 anciennement CERP3E et CRUARAP) à compter du 1^{er} octobre 1995
- Directeur de recherche depuis le 1^{er} octobre 2011 (Section du CN 36 – Sociologie et sciences du droit)
- Habilitation à diriger les recherches : 5 novembre 2001
- Directeur adjoint de l'UMR CNRS Droit et changement social (2011-2015)
- Membre de l'équipe de direction de l'UMR CNRS Droit et changement social (2015-2019)
- Membre du conseil de laboratoire du CRUARAP et de DCS (1995-2015)
- Membre du conseil scientifique du GRIDAUH depuis sa création en 1995 (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat. Paris)
- Responsable de l'équipe « Environnement – Aménagement – Urbanisme » du CRUARAP et de DCS (2000-2015)
- Co-responsable au sein de DCS de l'axe recherche MenGo (« Mutations écologiques et nouvelles gouvernances »)
- Responsable du projet de recherche sur « Les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée des eaux » (Appel à projets – Mission de recherche Droit & Justice), 1^{er} mars 2022 – 1^{er} mars 2024
- Chargé d'enseignement à l'École centrale de Nantes (2006-2016)
- Chargé d'enseignement à l'Université de Nantes (depuis le 1^{er} octobre 1993)

I. Programme de recherche 2022-2025 (sous la dir. de J.-F. Struillou)

Les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée des eaux, (Appel à projets – Mission de recherche Droit & Justice - Les enjeux juridiques de la transition écologique), 1er mars 2022 – 1 mars 2024

Résumé. La société s'interroge sur la nécessité d'instaurer des mesures aux fins de permettre l'adaptation au réchauffement climatique des espaces proches du rivage. Il s'agira de déterminer si la norme contribue ici à soutenir la mise en place d'un nouveau paradigme, lequel consisterait à passer d'un modèle "non-soutenable", marqué par le maintien voire même par l'extension de l'urbanisation dans des espaces menacés par la montée des flots, à une transition écologique visant à réduire de manière drastique la vulnérabilité des activités humaines à ce phénomène et à "renaturer" les espaces concernés.

A cette fin, il conviendra de savoir dans quelle mesure la transition écologique implique une redéfinition de deux grands principes fondamentaux. Le premier, le droit de propriété, réserve à son titulaire des prérogatives animées par des préoccupations patrimoniales qui peuvent se révéler "transcicides". Il est donc envisagé de repenser ce droit, les terrains jouxtant les rivages paraissant socialement par trop importants pour être appropriés selon les mêmes règles que des biens qui n'auraient qu'une portée individuelle. Quant au second, le principe d'équilibre entre protection de l'environnement et aménagement, il est admis qu'il n'a pas permis jusqu'ici de freiner la consommation de linéaire côtier. La recherche s'attachera par conséquent à réexaminer cette règle, les exigences de la transition écologique impliquant que soit abandonnée la posture hégémonique tenant à l'aménagement du littoral, au profit d'une vision plus systémique qui ferait de la sauvegarde de l'environnement et de la protection des populations contre les risques un complément obligé de tout projet de recomposition spatiale des territoires.

Il conviendra ensuite d'analyser la fabrique de la norme dès lors que la volonté d'engager une politique de transition écologique veut s'inscrire dans un langage juridique renouvelé. À cette fin seront analysés la loi "Climat et résilience", ainsi que les projets de "délocalisation-relocalisation" des activités humaines. Après avoir analysé le mode de gouvernement que donnent à voir ces projets, il s'agira de s'interroger sur la validité sociale et juridique du droit en cours d'élaboration. Une première approche consistera à déterminer si le droit en question peut contribuer à faire advenir la transition écologique. Quant à la seconde, elle conduira à s'interroger sur la validité juridique de ce droit au regard de la jurisprudence de la Cour européenne, laquelle invite au doute quant à la conventionnalité d'une loi qui ne prendrait pas suffisamment en compte les risques côtiers présentant un danger certain pour la vie humaine.

Summary. – Society is asking if we need to take legal steps to adapt to the effects of global warming on coastal areas. We need to decide whether or not we should create a legal requirement to support the establishment of a new paradigm which will move on from the current "unsustainable" model, characterised by the continued, or even expanded urbanisation of coastal areas threatened by rising sea levels, to an ecological transition which aims to drastically reduce the vulnerability of human activity to this phenomenon and to "re-wild" the areas concerned.

With this in mind, we consider it useful to examine the extent to which such an ecological transition would imply a redefinition of two major fundamental principles. The first, property rights, grants rights-holders prerogatives motivated by property-owning considerations which could be seen as "transicidal". It is thus planned to re-think these rights, as coastal land appears to be too important to Society to be appropriated under the same rules that apply to individuals' property. The second is the principle of a balance between environmental protection and urban development. To date, it must be admitted that this has not slowed the consumption of coastal land. As a consequence, research has been focussed on a re-examination of this principle, as the demands of an ecological transition imply that the hegemonic stance that encourages the urban development of coastal areas be abandoned in favour of a more systemic vision that would make preserving the environment and protecting populations from risks a compulsory addition to any projects that involve changes to the spatial composition of land.

We then consider it appropriate to analyse the structure of the new standard, as soon as the intention to adopt an ecological transition policy becomes part of a new legal language. To this end, we will analyse Article 58 of the proposed "Climate and Resilience" Law, along with projects to "delocalise" or "relocalise" human activities. After analysing the mode of government that makes these projects visible, we will question the social and legal validity of the proposed new Law. First, we will decide whether or not the Law in question could contribute to the advent of an ecological transition. Second, we will question the Law's legal validity in the context of the jurisprudence of the European Court, which has questioned the conventionality of Laws which fail to take sufficient account of the coastal risks that threaten human life.

Keywords. Coastal areas ; Global warming ; Coastal risks ; Protection of populations against risks ; Property rights.

II. Publications

1. Ouvrages de recherche

- Struillou (J.-F.), *Protection de la propriété privée immobilière et prérogatives de puissance publique. Contribution à l'étude de l'évolution du droit français au regard des principes dégagés par le Conseil constitutionnel et par la Cour européenne des droits de l'homme*, Préface de René Hostiou, Paris, L'Harmattan, (collection Logiques juridiques), 1996, 523 p.
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement* Litec, 2001, 407 pp.
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement*, Litec, 2^{ème} édition, 2004, 402 pp.
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement*, Litec, 3^{ème} édition revue et augmentée, 2007, 457 pp
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement*, Litec, 4^{ème} édition, 2011

- Struillou (J.-F.) et Joye (J.-F.), Les communautés et le droit de préemption, ADCF – GRIDAUH, 2015, 88 pp.
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement*, Litec, 5^{ème} édition, 2016, 897 pp.
- Hostiou (R.) et Struillou (J.-F.), *Expropriation et Prémption. Aménagement. Urbanisme. Environnement*, Litec, 6^{ème} édition, 2020, 1098 pp.

2. Ouvrages de synthèse

- Brouant (J.-Ph.), Jacquot (H.), Jégouzo (Y.), Lebreton (J.-P.), Planchet (P) et Struillou (J.-F.), Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat, TABLES 1996-2006, 10 ans de droit de l'urbanisme, Ed. Le Moniteur, 2006, 674 pp.
- Devisme (L.), Bossé (A), Struillou (J.-F.) et al., La Structuration du périurbain. Synthèse bibliographique, 2006, Rapport final dans le cadre d'une convention avec la DRE Pays de la Loire et le CETE, 80 pp.
- Devisme (L.), Bossé (A), Struillou (J.-F.) et al., La Structuration du périurbain. Acteurs en présence et régulation des conflits dans le périurbain, PUCA, 2007, Cahier n° 1, 114 pp.
- Struillou (J.-F.) et Chadenas (C), Pouillaude (A), Pottier (P), La capacité d'accueil des communes littorales. Synthèse bibliographique, Cahier, DRE Pays de la Loire, PUCA, DGUHC, 2008
- Chadenas (Céline), Pottier (Patrick), Pouillaude (Agnès), Struillou (Jean-François), Evaluer la capacité d'accueil et de développement des territoires littoraux. Approche et méthode, DREAL des Pays de la Loire, Ministère du développement durable, 2009 (ISBN 978-2-11-098758-7)
- Chadenas (Céline), Pottier (Patrick), Pouillaude (Agnès), Struillou (Jean-François), Évaluer la capacité d'accueil et de développement des territoires littoraux. Guide pratique, 2^{ème} éd., 2010, DREAL des Pays de la Loire, 2009 (ISBN 978-2-11-099531-5)

3. Direction d'ouvrages ou de numéro spécial de revue

- Droit administratif des biens et droits de l'homme, Ouvrage coordonné par R. Hostiou et J.-F. Struillou, Les Cahiers du GRIDAUH n° 14, 2005
- La participation du public aux décisions de l'administration en matière d'aménagement et d'environnement, Ouvrage coordonné par R. Hostiou et J.-F. Struillou, Les Cahiers du GRIDAUH n° 17, 2007
- Mélanges offerts à René Hostiou, Contributions rassemblées par J.-F. Struillou, J.-Y. Vincent, H.-M. Crucis, L. Molinéro, G. Brovelli, Litec 2008
- Les servitudes environnementales, Ouvrage coordonné par N. Hutten et J.-F. Struillou, Les Cahiers du GRIDAUH, n° 28, 2015
- L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement. Actes de la journée d'étude Franco-Japonaise de Nantes du 7 septembre 2017, sous la dir. de Struillou (J.-F.) et Watari (T), Les Cahiers du GRIDAUH, Série Droit comparé, 2018, n° 32, 164 pp.
- Le juge administratif, le littoral et la mer après la loi ELAN, Ouvrage coordonné par N. Hutten et J.-F. Struillou, LexisNexis, mars 2021

- La gestion du recul du trait de côte après la loi du 22 août 2021 « Climat et résilience », Dossier coordonnée par J.-F. Struillou, RFDA 2022, pp. 441-476

4. Articles de recherche dans des revues avec comité de lecture et contribution à des ouvrages de recherche

4.1. Articles de recherche dans des revues avec comité de lecture

Jean-François Struillou :

- L'expropriation contraire aux droits de l'homme ?, *Études foncières*, septembre 1992, p. 34 et s.
- Les servitudes instituées en vue de la défense contre les inondations, *Actes 1992*, n° 78, p. 10 et s.
- L'implantation des lignes électriques et le droit de l'environnement, *Cahiers Juridiques de l'Électricité et du Gaz*, octobre 1996, pp. 331-345
- Pampelonne, la plage de la discorde. Construit sans permis, le littoral reste naturel, *Études Foncières*, n° 77, décembre 1997, pp. 8-14
- La responsabilité pour faute de l'État du fait de la carence des services de l'environnement à assurer la régulation des populations de grands cormorans, *Revue juridique de l'environnement*, n° 1, 1998, pp. 95-104
- Le contrôle du juge administratif sur les actes des commissions départementales de conciliation, *Revue juridique de l'environnement*, n° 4, 1999, pp. 605-616
- Le principe de non-indemnisation des servitudes d'urbanisme est maintenu. Commentaire sous C.E. 3 juillet 1998, Bitouzet, *Droit de l'environnement*, mars 1999, n° 66, pp. 14-16
- Le chasseur, l'urbaniste et le propriétaire, *Études foncières*, Automne 1999, n° 84, pp. 9-16
- Nature juridique des mesures agri-environnementales : adhésion volontaire à un statut ou situation contractuelle, *Revue de droit rural*, 1999, pp. 510-518
- Les conséquences de l'annulation de la décision de préemption urbain sur le contrat de vente illégalement conclu, *JCP Ed. notariale* 2000, pp. 1751-1755
- La contestation d'une acquisition foncière publique, *Études foncières*, n° 89, Janvier-février 2001, p. 32-35
- Vers un remembrement-environnement ? Aménagement de l'espace rural, exploitation agricole et sauvegarde des milieux naturels, *Revue de droit rural*, juin-juillet 2002, pp. 340-346
- Les transformations de la question foncière. Droit de préemption et liberté contractuelle, *Études foncières*, n° 100, nov.-déc. 2002, p. 43
- La prépondérance de la dimension environnementale dans les contrats territoriaux d'exploitation, *Économie Rurale*, janv.-avril 2003, pp. 212-226
- Commission nationale du débat public. Le droit à la participation, *Études foncières*, juillet-août 2003, n° 104, p. 13
- Le commissaire du gouvernement devant la juridiction de l'expropriation et le droit à un procès équitable, *Revue de droit immobilier*, n° 6-2003, p. 425

- La participation des habitants : la concertation de l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme, *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 10-2004, p. 69-79
- Le respect du droit de l'urbanisme par les utilisateurs du sol. L'application du droit pénal de l'urbanisme, *Les cahiers du GRIDAUH*, n° 11-2004, pp. 145-187
- L'évolution du cadre légal des études d'impact, *Revue juridique de l'environnement*, numéro spécial « Le juge administratif et l'environnement », octobre 2004, pp. 75-82
- Struillou (J.-F.) et Hostiou (R.), Présentation des actes du colloque de Nantes « Droit administratif des biens et droits de l'homme », *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 14-2005, p. 5-6
- Les incidences de l'article 1^{er} du premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme sur le droit français de l'expropriation, *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 14-2005, p. 109-117
- La réforme de l'aménagement foncier rural, *L'Actualité Juridique. Droit administratif*, 2005, pp. 1284-1291
- Hostiou (R) et Struillou (J.-F.), La participation du public aux décisions de l'administration en matière d'aménagement et d'environnement, *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 17, 2007, La documentation française, pp. 9-16 ;
- Droit de préemption et théorie de l'urgence, *Actualité juridique. Droit immobilier*, 2007, pp. 150-154 ;
- Le droit de préemption urbain à la croisée de chemins, *Revue de droit immobilier*, n° 6/7, juillet-août 2008, pp. 304-312 ;
- Motifs et motivation de la décision de préemption, *Actualité juridique. Droit administratif*, 2008, p. 1449-1453 ;
- Hostiou (R) et Struillou (J.-F.), Les droits de préemption des collectivités publiques, *Études foncières*, n° 135, septembre-octobre 2008, pp. 21-36.
- Le droit et l'écriture des schémas de cohérence territoriale, *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 19, 2009, pp. 185-214 ;
- Les conséquences de l'annulation par le juge administratif de la décision de préemption. Quel est le prix que devra verser l'acquéreur évincé ou l'ancien propriétaire ?, *JCP N*, 12 juin 2009, n° 24, pp. 25-30 ;
- Le préfet peut-il contraindre une commune à procéder au versement de l'indemnité d'expropriation, *Actualité juridique Collectivités territoriales*, octobre 2010, p. 88
- Le droit de préemption urbain peut-il être exercé sur la totalité d'une unité foncière partiellement située en zone de préemption ?, *Actualité juridique Collectivités territoriales*, novembre 2010, p. 133
- L'interprétation par les commissions de médiation des conditions auxquelles est subordonnée la reconnaissance du DALO, *Les Cahiers du GRIDAUH*, n° 21, 2011, pp. 39-72
- Les doctrines d'interprétation des commissions de médiation : *Actualité juridique. Droit immobilier*, n° 12, décembre 2011, pp. 840-843
- Décision de préemption et déclaration d'intention d'aliéner : un couple à problème, *Actualité juridique. Collectivités territoriales*, décembre 2011, pp. 579-580

- L'exclusion du préjudice moral en matière d'expropriation n'est pas contraire à la Convention européenne des droits de l'Homme, *Actualité juridique. Collectivités territoriales*, Juillet-Août 2011, pp. 365-366
- L'exception d'illégalité dans le contentieux des refus d'autorisation d'urbanisme, *Actualité juridique. Collectivités territoriales*, novembre 2011, p. 531
- L'intégration des préoccupations environnementales dans les documents de planification urbaine. L'apport de la loi Grenelle II, *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, pp. 872-876
- Translated by Tadasu Watari, Les métamorphoses de la planification urbaine stratégique en France. Le cas des schémas de cohérence territoriale (Scot), *Hokkaido Journal of New Global Law and Policy*, Vol. 14, 15 February 2012, pp. 185-219
- L'appréciation par le juge administratif du caractère d'intérêt général d'une décision de préemption, *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, p. 889-893
- Hostiou (R) et Struillou (J.-F.), Conservatoire du littoral et « Servitudes environnementales », *Études foncières* 2012, n° 158, pp. 58-61
- Droit de préemption et prévention des risques, *Actualité juridique. Droit administratif*, 2012, p. 1329-1331
- L'intensification du contrôle du juge administratif sur les motifs de la décision de préemption, *Actualité Juridique. Collectivités territoriales*, oct. 2012, pp. 514-515
- L'acquéreur d'une construction illicite et l'exécution forcée de travaux de mise en conformité, *Actualité juridique. Collectivités territoriales*, Juillet-août 2012, p. 382-383
- Le contrôle du juge administratif sur la "nécessité" pour une commune de recourir à l'expropriation, *JCP Administrations et collectivités territoriales*, 4 mars 2013, n° 10, 2063
- Le droit de préemption urbain à l'épreuve de la pollution des sols, *Revue de droit immobilier*, juillet-août 2013, pp. 352-355
- La consolidation des schémas de cohérence territoriale par la loi Alur, *Revue trimestrielle de droit immobilier* 2014, n° spécial consacré à la loi Alur, pp. 5-11
- L'impact de la loi ALUR sur le régime du droit de préemption, *Revue française de droit administratif*, 2014, n° 3, p. 576-583
- Loi Alur et maîtrise foncière. Synthèse des travaux du colloque de Lille et point de vue d'ensemble, *JCP N*, 17 octobre 2014, n° 42, 1309
- La preuve de la publication des actes des autorités communales, *Actualité juridique. Droit administratif*, 2014, n° 21, p. 1211-1214
- L'appréciation par le juge civil du caractère manifestement illégal des décisions de préemption, *Actualité juridique. Droit administratif*, 2014, n° 29, pp. 1658-1662
- Motivation de la décision de préemption et pouvoir d'appréciation du juge de l'annulation, *Actualité juridique. Droit administratif*, 2014, n° 44, pp. 2547-2551
- Les conséquences du défaut de base légale de l'ordonnance d'expropriation, *JCP A*, 21 juillet 2014, n° 29, 2230

- Participation du public aux décisions d'urbanisme et d'aménagement. Concertation. Débat public, in *Juris-Classeur Collectivités territoriales*, 2015, Fasc. 1022 (35 pages).
- Le degré de normativité des mesures fixées dans le document d'orientation et d'objectifs du Scot, in « La planification territoriale stratégique : entre droit souple et droit dur. Etudes en l'honneur de J.-P. Lebreton », *Les Cahiers du GRIDAUH*, La Documentation française, n° 29, 2015, pp. 333-343
- Les "Servitudes environnementales". Avant-propos (avec N. Hutten), in « Les servitudes environnementales », *Les Cahiers du GRIDAUH*, La Documentation française, n° 28, 2015, pp. 5-10
- Modalités d'instauration des servitudes environnementales. Les techniques de droit public, *Les Cahiers du GRIDAUH*, La Documentation française, n° 28, 2015, pp. 71-86
- Le droit de préemption et les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme : *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, n° 14, 2016, pp. 59-62
- Les dispositions de la loi littoral trente ans après. Etat des lieux : *Les Cahiers nantais. Revue semestrielle de l'Institut de géographie et d'aménagement régional de l'Université de Nantes*, 2016, n° 2, pp. 5-20
- La recodification du droit de préemption dans les espaces naturels sensibles : un droit plus accessible et davantage intelligible ? : *Revue de droit immobilier*, 2016, n° 4, pp. 211-216
- Le contrôle du juge administratif sur un décret portant dissolution d'établissements publics fonciers : *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2016, n° 33, pp. 1897-1884
- La coordination des autorisations nécessaires aux opérations d'aménagement complexes : *La semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales (JCP A)*, 2016, n° 36, pp. 32-36
- La concertation facultative sur les autorisations d'urbanisme après le décret d'application (D. n° 2015-1782) : *La semaine juridique – Administrations et collectivités territoriales (JCP A)*, 2016, n° 26, pp. 42-44
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale. Chronique : *Revue juridique de l'environnement (RJE)*, 2017, n° 1, pp. 111-130
- Droit de préemption urbain et consultation de France domaine sur une opération d'ensemble : *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2017, n° 11, pp. 643-647
- Le droit de préemption après la loi Alur et ses règlements d'exécution. Approche critique : *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2017, n° 22, pp. 1272-1277
- Compétences juridictionnelles et conséquences de l'annulation de la décision de préemption : *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2017, n° 31, pp. 1789-1795
- Droit de préemption et société d'économie mixte locale : *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2017, n° 39, pp. 2256-2260
- Droit de préemption. Zone d'aménagement différé. Droit de préemption urbain. Instauration et effets, in *JurisClasseur Collectivités territoriales*, 2012, Fascicules 1210, (30 pages) ; (Mise à jour en mai et octobre 2014 – Mise à jour en mars 2017)

- Droit de préemption. Zone d'aménagement différé. Droit de préemption urbain. Exercice, in *JurisClasseur Collectivités territoriales*, 2012, Fascicules 1211, (42 pages) ; (Mise à jour en mai et octobre 2014 ; Mise à jour en mars 2017)
- La participation du public en matière d'environnement. Le changement dans la continuité, *L'Actualité juridique : droit administratif (AJDA)*, 2018, pp.. 1392-1399
- La prise en compte de la biodiversité par le droit de l'urbanisme. L'apport de la loi du 8 août 2016, *Droit de l'environnement*, 2018, Hors-Série, juin 2016, pp. 14-18 (Actes de la journée d'études sur « La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 15 mars 2017)
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale. Chronique, *Revue juridique de l'environnement* 2018, pp. 147-165
- Droit de préemption et garanties accordées aux « victimes » de la préemption. Un équilibre fragile, *Bulletin du Cridon de Paris*, 2018, n° 3, pp. 34-38
- Droit de préemption et garanties accordées aux « victimes » de la préemption. Un équilibre fragile, *Répertoire du Notariat Defrénois*, 2018, pp. 44-48
- L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement. Avant propos, *Les Cahiers du GRIDAUH. Série Droit comparé*, 2018, n° 32, pp. 5-10. – Actes de la journée d'étude franco-japonaise du 7 septembre 2017 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes – sous la dir. de Struillou (J.-F.) et Watari (T)
- L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement. Intérêt à agir et exigences de la Cour européenne des droits de l'homme, *Les Cahiers du GRIDAUH. Série Droit comparé*, 2018, n° 32, pp. 113-124. – Actes de la journée d'étude franco-japonaise du 7 septembre 2017 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes – sous la dir. de Struillou (J.-F.) et Watari (T)
- La Cour de cassation sanctionne une violation de l'article 1er du premier protocole additionnel à la CEDH. A propos de l'exercice du droit de délaissement d'un propriétaire d'un bien, *La semaine juridique. Edition générale (JCP G)*, 25-24 juin 2019, p. 1193-1197
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale. Chronique : *Revue juridique de l'environnement*, 2020, n° 1, pp. 147-169
- Droit d'accès aux documents administratifs et exercice du droit de préemption, *L'actualité juridique droit administratif (AJDA)*, 2020, n° 36, pp. 2063-2068
- Un Signal vers l'indemnisation des victimes du recul du trait de côte, *Revue de droit immobilier*, 2020, n° 10, p. 489
- Demande de communication de documents complémentaires et suspension du délai d'exercice du droit de préemption, *Revue de droit immobilier*, 2020, n° 7-8, pp. 374-376
- Le maire d'arrondissement et l'exercice du droit de préemption urbain, *Revue de droit immobilier*, 2020, n° 9, pp. 443-445
- Défaut d'urgence à suspendre une décision de préemption caduque, *Revue de droit immobilier*, n° 10, pp. 520-524
- L'étendue du contrôle du juge administratif sur la réalité d'un projet susceptible de justifier une décision de préemption, *Revue de droit immobilier*, 2020, n° 11, p. 583-587

- Conséquences de l'annulation de la décision de préemption et réserves d'intérêt général, *Revue de droit immobilier*, 2020, n° 12, pp. 659-664
- Recours pour excès de pouvoir contre la décision de préemption et consignation du prix de vente. Un cas douteux d'obstacle au paiement, *Revue de droit immobilier*, 2021, n° 1, pp. 19-22
- La sanction par le juge judiciaire des agissements frauduleux d'un EPF visant à faire échec à la cession à l'acquéreur évincé de l'immeuble illégalement préempté, *Revue de droit immobilier* 2021, n° 2, pp. 75-79
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale. Chronique : *Revue juridique de l'environnement* (RJE), 2021, n° 1, pp. 143-160
- Droit de priorité de l'acquéreur évincé et cession du bien dans le cadre d'une convention de portage foncier, *Revue de droit immobilier*, 2021, n° 3, p. 141.
- Droit de préemption. Quid de la légalité de la décision de préemption prise par le maire ?, *RDI* 2021, n° 4, p. 220-224
- Légalité de la décision de préemption à un prix inférieur à celui mentionné dans la DIA. Quid de l'omission d'une forme obligatoire ? *RDI* 2021, n° 5, pp. 274-277
- Défaut de consignation de 15 % de la valeur du bien préempté. La cour d'appel de Paris relève d'office l'irrecevabilité du recours en fixation du prix, *RDI* 2021, n° 6, pp. 342-345
- Exercice du droit de préemption et honoraires de négociation stipulés dans une promesse unilatérale de vente, *RDI* 2021, n° 7-8, pp. 411-415
- Défaut d'affectation du bien préempté : Quid du droit à indemnité de l'acquéreur évincé ?, *RDI* 2021, n° 9, pp. 471-476
- Le droit de préemption après la loi « climat et résilience » du 22 août 2021, *RDI* 2022, n° 10, pp. 530-536
- Règlement du prix de cession de l'immeuble illégalement préempté : règles de compétence juridictionnelle, *RDI* 2021, n° 11, pp. 592-594
- Renouvellement de la ZAD et exercice du droit de préemption, *RDI* 2021, n° 12, pp. 646-650
- La constitutionnalité de l'article L. 322-2 du code de l'expropriation. Quid de la préemption pour revendre ?, in Plus-value et expropriation : QPC du 11 juin 2021, in *Les Dossiers Urbanisme – Aménagement*, éd. Le Moniteur, n° 48, juillet 2021, pp. 29-35
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale. Chronique : *Revue juridique de l'environnement* (RJE), 2022, n° 1, pp. 151-180
- Détournement du droit de préemption urbain à des fins de spéculation foncière et récupération de la plus-value par l'ancien propriétaire, *RDI* 2022, n° 1, pp. 41-45
- Le contrôle par le juge de l'expropriation d'une décision de préemption notifiée hors délai, *RDI* 2022, n° 2, pp. 87-92
- Fixation judiciaire du prix du bien préempté. Quid de la plus-value générée par le caractère exceptionnel d'un paysage marin ?, *RDI* 2022, n° 3, pp. 154-158
- Le droit de préemption après la loi 3DS du 21 février 2022, *RDI* 2022, n° 4, pp. 209-215

- Exercice du droit de préemption à un prix inférieur à celui figurant dans la DIA. Quid du montant des honoraires de négociation ?, RDI 2022, n° 5, pp. 282-284
- Le droit de préemption pour l'adaptation au recul du trait de côte après l'ordonnance n° 2022-489 du 6 avril 2022, RDI 2022, n° 6, pp. 327-330
- Droit de préemption urbain. Quid de la responsabilité sans faute de la commune ?, RDI 2022, n° 9, pp. 454-458
- Responsabilité de la puissance publique et droit de préemption, RDI 2022, n° 10, pp. 495-507
- Le droit de préemption pour la protection de la ressource en eau après le décret du 10 septembre 2022, RDI 2022, n° 11, pp. 578-585
- Droit de préemption urbain et levée, par le preneur, de l'option d'achat. Quid de la légalité de la décision de préemption ?, AJDA 2022, n° 29, p. 1699-1703
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Démocratie environnementale, RJE 2022, n° 1, pp. 165-182
- La gestion du recul du trait de côte après la loi du 22 août 2021 « Climat et résilience », RFDA 2022, n° 3, pp. 441-443
- Les règles d'utilisation des sols spécifiques aux zones exposées au recul du trait de côte, RFDA 2022, n° 3, pp. 460-465
- Droit de préemption. Droit de préemption urbain et Zone d'aménagement différé. Instauration et effets, in JurisClasseur Collectivités Territoriales, Fasc. 1210-10, 9 janvier 2023
- Droit de préemption. Droit de préemption urbain et Zone d'aménagement différé. Biens et aliénations soumis au droit de préemption. Déclaration d'intention d'aliéner, Fasc. 1210-20, 9 janvier 2023
- Délégation du droit de préemption urbain au profit de la Régie immobilière de la Ville de Paris. Quid de la légalité de la décision de préemption prise à l'issue de délégations en cascade ? RDI 2023, n° 2, pp. 79-83
- Le Conseil d'État valide une décision de préemption prise en vue de l'extension de la mosquée de Montreuil, RDI 2023, n° 3, pp. 167-172
- QPC au sujet de l'obligation de consigner 15 % du montant de l'évaluation domaniale en cas de saisine du juge de l'expropriation, RDI 2023, n° 4, p. 228-231
- Contestation de la légalité d'une délégation à l'appui d'un recours contre une décision de préemption. Quid de la « CFDTisation » du droit de la préemption ?, RDI 2023, n° 5, pp. 286-291
- DIA faite par une personne qui n'est pas propriétaire du bien. Quid de la légalité d'une décision de préemption ?, RDI 2023, n° 6, pp. 347-351
- Unité foncière située en totalité dans la zone de préemption. Illégalité de la décision prise en vue de préempter une fraction du bien, RDI 2023, n° 7/8, pp. 403-405
- Défaut de justification, à la date de la préemption, de la réalité d'un projet. Quid du grief de dénaturation des faits devant le Conseil d'État, RDI 2023, n° 9, pp. 467-469
- Contrôle juridictionnel du bien-fondé d'une décision de préemption prise en vue de la réalisation de logements sociaux, RDI 2023, n° 11, pp. 589-594

- Contrôle juridictionnel du bien-fondé d'une décision de préemption prise en vue de l'hébergement des réfugiés ukrainiens, RDI 2023, n° 12 (à paraître)

4.2. Chronique jurisprudentielle et législative dans des revues à comité de lecture

Jean-François Struillou :

- Urbanisme. Environnement. Expropriation, Revue Juridique de l'Ouest, 1998, n° 1, pp. 93-101
- Une déclaration d'intention d'aliéner identique à une précédente rouvre l'exercice du droit de préemption, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 4, pp. 21-22
- Une nouvelle hypothèse d'indemnisation des servitudes d'urbanisme, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 4, pp. 20-21
- Les contours de la servitude de « mixité sociale », Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 4, pp. 19-20
- Les obstacles à la rétrocession du bien préempté en cas de non-paiement du prix, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 3, pp. 14-15
- Droit de préemption commercial et maintien de la tranquillité publique, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 3, pp. 13-14
- La notion de « bâtiment existant » en droit de l'urbanisme, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 3, p. 12
- L'annulation partielle des autorisations d'urbanisme. Conditions de mise en œuvre, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 2, pp. 12-13
- Rétrocession du bien préempté en cas de non-paiement du prix : règles de compétences juridictionnelles, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 2, pp. 11-12
- Légalité de la décision de préemption et caractère insuffisant du prix : un contrôle en demi-teinte, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 2, pp. 10-11
- Espaces remarquables et caractéristiques du littoral. Notion d'aménagements légers, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 2, pp. 9-10
- L'égalité de l'accès aux informations publiées au fichier immobilier à l'occasion de l'exercice du droit de préemption, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 1, pp. 17-18
- La contestation de la légalité de l'acte créant une ZAD à l'appui d'un recours contre une décision de préemption, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 1, pp. 16-17
- Les éoliennes à l'épreuve de la loi littoral, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 1, pp. 17
- L'exigence de compatibilité entre une autorisation d'exploitation commerciale et un Scot, Revue trimestrielle de droit immobilier 2013, n° 1, pp. 16-17
- QPC au sujet de l'application du principe de participation du public aux décisions créant une zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 1, pp. 9-10

- Les conditions du recours à un contrat « in house » entre une commune et une SPLA, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 1, pp. 10-11
- La ZAC à l'épreuve de la protection des zones Natura 2000, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 1, pp. 11-13
- Les contours de la notion de « Hameau nouveau intégré à l'environnement », Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 2, pp. 5-6
- L'absence d'incidence sur la légalité de la décision de préemption des vices entachant la déclaration d'intention d'aliéner, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 2, pp. 6-8
- La preuve de l'affichage en mairie de l'arrêté déléguant l'exercice du droit de préemption, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 2, pp. 8-9
- Le Conseil d'État, juge de cassation, et la notion de projet de nature à compromettre l'exécution du futur PLU, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 2, pp. 15-16
- L'exercice du droit de préemption dans le cadre d'une adjudication judiciaire, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 3, pp. 16-17
- L'étendue du contrôle du juge administratif sur les décisions de préemption prises aux fins de constituer des réserves foncières, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 3, pp. 17-18
- La déclaration d'intention d'aliéner peut être rétractée après l'édition de la décision de préemption, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 4, pp. 17-18
- Le droit de préemption commercial après la loi Pinel, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2014, n° 4, pp. 16-17
- Le droit de préemption du préfet dans les communes ayant fait l'objet d'un constat de carence, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 1, pp. 12-13
- Modifications apportées au droit de l'urbanisme par la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 1, pp. 8-12
- L'étendue du contrôle exercé par le juge administratif sur la légalité des motifs d'une décision prise au titre de la protection des espaces naturels sensibles, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 2, pp. 6-8
- Droit de préemption dans les ENS. Conditions d'exercice par la commune de son droit de substitution, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 2, pp. 5-6
- L'incidence de l'arrêté de 16 février 2015 fixant les dépenses des collectivités territoriales sur les formalités liées au transfert de propriété et au règlement du prix du bien préempté, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 3, pp. 11-13
- Droit de l'urbanisme et maîtrise de l'énergie après la loi n° 2015-992 du 17 août 2015, Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 4, pp. 14-18
- Les modifications apportées au droit de l'urbanisme par la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite « Loi Macron », Revue trimestrielle de droit immobilier, 2015, n° 4, pp. 11-14

4.3. Contribution à des ouvrages de recherche

Jean-François Struillou :

- Cour européenne des droits de l'homme et Conseil d'État : une nouvelle limitation au principe de non-indemnisation des servitudes d'urbanisme ? , in, Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, n° 3, Dalloz, 1999, pp. 61-83
- La régulation locale des conflits : l'expérience des délégués départementaux du médiateur de la République, in La médiation, publications de la MSH Ange Guépin, Nantes, Mai 1999
- La concertation de l'article L. 300-2 du Code de l'urbanisme à l'épreuve du droit, in, Mélanges offerts à Jean-Claude Hélin. Perspectives du droit public, sous la dir. d'Emmanuel Cadeau, Litec, novembre 2004, pp. 489-499
- La protection des espaces périurbains après la loi sur le développement des territoires ruraux. De la planification à l'intervention foncière, in Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Dalloz-Le Moniteur, n° 9, 2005, p. 43-57
- Vers une nouvelle gouvernance de l'eau et des milieux aquatiques : La commission locale de l'eau, in Actes du colloque « La décentralisation de l'environnement. Territoires et gouvernance », Presses Universitaires d'Aix-Marseille, septembre 2006, pp. 143-152
- La concertation dans le cadre des opérations de rénovation urbaine, in Actes du congrès national de la fédération nationale des offices HLM, mai 2005
- Remarques sur l'efficacité des annulations pour excès de pouvoir dans le contentieux de la préemption, in Mélanges en l'honneur de Henri Jacquot, sous la dir. E. Fâtome, Y. Jégouzo, J.-P. Lebreton, G. Marcou, M. Pertué, F. Priet, Presses universitaires d'Orléans, 2006, pp. 545-557
- Del Cont (Catherine), Struillou (Jean-François), De l'immeuble aux meubles. L'application du droit de préemption aux biens commerciaux, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, n° 10, Le Moniteur, 2006, pp. 79-90
- La commission locale de l'eau. Vers une nouvelle structuration de l'expression collective de l'eau et des milieux aquatiques : in Gouvernance et partage de l'eau. Le Bassin versant de Grand-Lieu, Presses universitaires de Rennes, 2007, pp. 41-59
- Struillou (J.-F.) Hostiou (R), La constitution de réserves foncières par voie d'expropriation et de préemption en droit français, in Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat, Le Moniteur, 2007, n° 11, pp. 135-170
- Expropriation et théorie de l'urgence. Remarque sur le référé-suspension, in Mélanges en l'honneur de René Hostiou, Litec, 2008, pp. 499-511
- À propos de la réception des objectifs du développement durable dans le Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire, in « L'estuaire de la Loire. Un territoire en développement durable ? », Presses universitaires de Rennes, 2009, pp. 135-154
- Chadenas (Céline), Ménanteau (Loïc), Pourinet (Laurent), Struillou (Jean-François), Zonage de protection du patrimoine naturel dans l'estuaire de la Loire. Identification et analyse, in "Quel développement durable pour l'estuaire de la Loire ?", in « L'estuaire de la Loire. Un territoire en développement durable ? », Presses universitaires de Rennes, 2009, 251-271
- Ouverture des espaces naturels au public et prérogatives de puissance publique, in, Droit des sports de nature, Voiron. Territorial éditions, novembre 2009, Fasc. 13

- La place des plans de déplacements urbains parmi les outils de planification urbaine, in Actes du colloque « Quelle gouvernance au service de la mobilité durable », L'Harmattan, 2011, p. 63-73
- Le contrôle de l'État au cours de l'élaboration des documents d'urbanisme, in Actes du colloque « La performance des contrôles de l'État sur les collectivités locales », LGDJ, 2011, pp. 171-182
- Joye (J.-F.) et Struillou (J.-F.), Les compétences des établissements publics de coopération intercommunale en matière de droit de préemption, in Droit de l'aménagement, Dalloz – Le Moniteur, Collection Moniteur référence, 2012, pp. 11-32
- Struillou (J.-F.) Hostiou (R), Urbanismo y costas en derecho francés, In « Costas y urbanismo. El litoral tras la ley 2/2013, de protección y uso sostenible del litoral y de modificación de la ley de Costas, sous la dir. de Pérez Galvez, Juan Francisco, ed. La Ley. Grupo Wolters Kluwer, Madrid, 2013, pp. 1015-1052
- Protection des espaces agricoles et naturels : l'apport de la loi d'avenir pour l'agriculture, In « Droit de l'aménagement. Urbanisme – Environnement – Expropriation – Habitat », 2015, édition « Le Moniteur », pp. 20-26
- Expropriation Law in France (avec R. Hostiou et R. Melot), in "Expropriation Law in Europe", sous la dir. de Jacques Sluysmans et Stijn Verbist, Wolters-Kluwer, 2015, La Haye, pp. 157-180
- Urbanisme et développement de l'offre foncière. La réforme du droit de préemption, in « Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat », Le Moniteur, 2015, pp. 83-87
- La conformité du droit français de l'urbanisme avec l'article 1er du premier protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'Homme, in « D'urbanisme et d'environnement. Liber Amicorum Francis Haumont », sous la dir. de C.-H. Born et F. Jongen, éd. Bruylant, Bruxelles, 2015, pp. 349-364
- Les compétences des autorités locales en matière d'aménagement, de développement et de protection des territoires maritimes dans le cadre de la planification urbaine, in « L'aménagement du territoire maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée », sous la dir. de N. Boillet, 2015, éd. Pedone, Paris, pp. 165-178
- Le droit européen de l'environnement en tant qu'instrument de convergence entre systèmes juridiques, in « Deuxièmes journées juridiques franco-polonaises. Convergence et divergence entre systèmes juridiques », sous la dir. de K. Wojtyczek, J. Leroy, P. Szewo, Editions Mare & Martin – collection Droit public, 2015, pp. 461-475
- Espaces agricoles et naturels périurbains, in Droit de l'aménagement, Editions Le Moniteur, 2016, Chapitre III.350 (28 pages)
- Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, in Droit de l'aménagement, Editions Le Moniteur, 2016, Chapitre III.300 (21 pages)
- Concessions d'aménagement, in Droit de l'aménagement, Editions Le Moniteur, 2016, Chapitre IV.200 (26 pages)
- Espaces naturels sensibles, in Droit de l'aménagement, Editions Le Moniteur, 2016, Chapitre III.700 (31 pages)

- Foncier agricole, in Dictionnaire juridique des transitions écologiques, sous la dir. de F. Collart-Dutilleul, V. Pirinon, A. Van Lang, 2018, Fondation Varenne - LGDJ, collection « Transition § Justice », pp. 416-421
- Les réserves foncières, in Droit de l'aménagement, sous la dir. de J. Martin, chapitre III.1 100, Le Moniteur, 2019, 20 pp
- Les zones d'aménagement différé, in Droit de l'aménagement, sous la dir. de J. Martin, chapitre III. 1 200, Le Moniteur, 2019, 30 pp.
- Droit de délaissement, in Droit de l'aménagement, sous la dir. de J. Martin, chapitre III. 650, Le Moniteur, 2019, 28 pp
- L'apport de la QPC en droit de l'urbanisme, in « L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés dans les différents champs du droit : un bilan », sous la direction de K. Foucher, Dalloz, 2020, pp. 105-126
- Autorisation d'urbanisme. Déclaration préalable. Champ d'application, in Encyclopédie des collectivités locales, Dalloz, 2020, 47 pp.
- Autorisation d'urbanisme. Déclaration préalable. Présentation, in Encyclopédie des collectivités locales, Dalloz, 2020, 44 pp.
- Les servitudes d'utilité publique. Réflexions sur les critères d'identification d'une notion controversée, in « La servitude : une vieille notion neuve ? La servi : una nozione « antica-moderna » ?, sous la dir. de A.-M. Luciani et L. Lorenzi, (à paraître en 2021)
- La non-indemnisation des victimes du recul du trait de côte. Un principe qui « prend l'eau », in « Le juge administratif, le littoral et la mer après la loi ELAN, Actes de la journée d'étude du 17 octobre 2019, éditions LexisNexis, 2021, pp. 93-102
- Le droit de préemption pour l'adaptation des territoires au recul du trait de côte, in Droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat, Le Moniteur, 2022, n° 26, pp. 19-34

4.4. Contribution à des ouvrages de recherche (Chronique législative et jurisprudentielle, in Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat)

Hostiou (R) et Struillou (J.-F.) :

- Politique foncière, in, Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, n° 1, Dalloz, 1996, pp. 271-302
- Politique foncière, in, Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, n° 2, Dalloz, 1998, pp. 221-247
- Politique foncière, in, Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, n° 3, Dalloz, 1999, pp. 301-330
- Politique foncière in, Annuaire français du droit de l'urbanisme et de l'habitat, n° 4, Dalloz, 2000, pp. 345-369
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 5, Dalloz, 2001, pp. 467-480
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 6, Le Moniteur, 2002, pp 391-423

- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 7, Le Moniteur, 2003, pp. 313-346
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 8, Le Moniteur, 2004, pp. 525-555
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 9, Le Moniteur, 2005, pp. 451-479
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 10, Le Moniteur, 2006, pp. 399-442
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 11, Le Moniteur, 2007, pp. 507-540
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 12, Le Moniteur, 2008, pp. 395-429
- Politique foncière, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 13, Le Moniteur, 2009, pp. 469-510
- Expropriation pour cause d'utilité publique et Droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, n° 14, Le Moniteur, 2010, pp. 317-349
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2011, n° 15, pp. 309-344
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2012, n° 16, pp. 339-372
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2013, n° 17, pp. 325-361
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2014, n° 18, pp. 347-378
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2015, n° 19, pp. 367-405
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2016, n° 20, pp. 297-329
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2017, n° 21, pp. 323-353
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2018, n° 22, pp. 295-334
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2019, n° 23, pp. 325-364
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2020, n° 24, pp. 277-315
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2021, n° 25, pp. 263-296
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2022, n° 26, pp. 301-351
- Expropriation pour cause d'utilité publique et droit de préemption, in, Droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat, Editions Le Moniteur, 2023, n° 27, pp. 293-355

5. Articles dans des revues ou des journaux sans comité de lecture

- La prise en compte de l'agriculture dans les plans locaux d'urbanisme, Le Trait d'union de l'expertise agricole, foncière, immobilière, forestière, mars 2003, p. 9-19
- La constructibilité dans les zones agricoles des plans locaux d'urbanisme, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, mars 2005, pp. 6-12

- La requalification des anciennes zones NB après la loi SRU, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, décembre 2005, p. 10-14
- Le droit de préemption des SAFER dans les périmètres de protection des espaces agricoles et naturels périurbains, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, n° 2, juin 2006
- Le lotissement après la réforme des autorisations d'urbanisme, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, mars 2008
- L'intégration des objectifs du développement durable dans les schémas de cohérence territoriale, Liaisons, n° 33, décembre 2008, (revue du Pôle de recherches urbaines des pays de la Loire), pp. 3-5
- Le débiteur de l'obligation de démolir une construction illégalement édifiée, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, juin 2010, pp. 17-22
- Le plan local d'urbanisme peut-il classer en zone urbaine des parcelles situées dans un secteur à dominante agricole ? Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, décembre 2011, pp. 19-24
- Joye (J.-F.) et Struillou (J.-F.), Droit de préemption et communauté. Enjeux et perspectives, Intercommunalité, avril 2012
- Le droit de l'expropriation à l'épreuve de la QPC, Le trait d'union de l'expertise agricole foncière immobilière forestière, décembre 2012, pp. 19-28
- Joye (J.-F.) et Struillou (J.-F.), Le droit de préemption des communautés après la loi ALUR : Intercommunalités, octobre 2016, p. 20
- Le droit de préemption : une alternative à l'expropriation ? Journal « Libération », 20 septembre 2018
- Le droit un outil parmi d'autres pour lutter contre l'étalement urbain, in « Place publique. La revue urbaine », Hors-série « Terres (à) ménager », 2020
- Guide des ZAC, rédaction de la partie relative à la concertation, Ministère de l'Équipement

6. Communication à des colloques, congrès, symposiums et conférences

- « Les contrats territoriaux d'exploitation : un instrument normatif au service de la multifonctionnalité de l'agriculture ? », communication au colloque annule de la Société française d'économie rurale (SFER) « La multifonctionnalité de l'activité agricole et sa reconnaissance par les politiques publiques » (Paris, 21-22 mars 2002) ;
- « Les délégués départementaux du Médiateur de la République » Communication au séminaire de DEA sur la « médiation », Faculté de droit de Nantes (février 2002) ;
- « Le rappel des particuliers au respect du droit. L'application du droit pénal de l'urbanisme », Communication au colloque « Etat de droit et urbanisme », Paris, Sénat, Palais du Luxembourg (19 septembre 2003) ;
- « Droit administratif des biens et droit au respect des biens », Communication au colloque « Droit administratif des biens et droits de l'Homme », Nantes, Faculté de droit et des sciences politiques, 17 octobre 2003 ;
 - « L'évolution du cadre légal des études d'impact », Communication au colloque « Le juge administratif et l'environnement », Nantes, Ecole des Mines, 30 janvier 2004 ;
 - « Vers une nouvelle gouvernance de l'eau : la commission locale de l'eau », Communication au colloque national de la Société française de protection de l'environnement, Nantes, (9-10 décembre 2004) ;
 - « La concertation dans le cadre des opérations de rénovation urbaine », Communication au congrès national de la Fédération des offices HLM (mai 2005) ;
 - « Les principaux apports de la loi sur le développement des territoires ruraux en matière d'aménagement foncier rural », Communication au colloque national « Les territoires ruraux

et le défi de l'attractivité », Sous le haut patronage du Ministère de l'Agriculture et de la pêche », 30 septembre 2005, Saint-Chély-d'Apcher ;

- « La participation du public à la gouvernance environnementale et urbaine », Communication au séminaire sur « Le concept et les stratégies du développement durable », Maison des Sciences de l'Homme Ange Guépin, Nantes, Juin 2006 ;

- « La notion juridique de capacité d'accueil des espaces littoraux », Communication à un séminaire organisé par le Président de la Communauté d'agglomération Cap Atlantique, (Pénestin, Juin 2006).

- Le juge administratif et la convention européenne des droits de l'homme, Nantes, mai 2007.

- Le débat public et la concertation, Journée Franco-Thaïlandaise, 25 février 2008.

- L'écriture des Scot et le droit, Journée d'études « Evaluation des Scot », Paris, 26 mars 2008, Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

- À propos de la réception des objectifs du développement durable dans le Scot de la métropole Nantes Saint-Nazaire, journée d'études "Quel développement durable pour l'estuaire de la Loire ? (juin 2008) ;

- L'intégration des objectifs du développement durable dans les Scot, Journée d'études sur Les schémas de cohérence territoriale : premières expériences, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 2 octobre 2008 ;

- La notion de capacité d'accueil des communes littorales, colloque de La Rochelle « La spécificité juridiques des communes littorales » (12-13 décembre 2008) ;

- Droit. Capacité d'accueil et régulation des conflits sur le littoral, Séminaire ORECOLM, MSH Ange Guépin, Nantes, 6 octobre 2009 ;

- Le contrôle de l'Etat au cours de l'élaboration des documents d'urbanisme, in Actes du colloque « La performance des contrôles de l'Etat sur les collectivités locales », 25-26 juin 2009, Nantes ;

- L'estuaire de la Loire. Un territoire en développement durable ? Le point de vue du juriste, Présentation de l'ouvrage collectif, Conseil Général de Loire-Atlantique, Association Communautaire de l'estuaire de la Loire et le Pôle Mer Littoral de l'université de Nantes, 26 janvier 2010 ;

- Évaluation juridique de la mise en œuvre de la loi Droit au logement opposable en Loire-Atlantique, in Séminaire « L'évaluation des instruments de gouvernance au service du logement social durable », 11 mars 2010, Université de Bretagne-Sud, Vannes ;

- La place des plans de déplacement urbain parmi les outils de planification urbaine, Quelle gouvernance au service de la mobilité durable ?, Les journées scientifiques de l'Université de Nantes, Cité internationale des congrès, 7 juin 2010 ;

- Les décisions de la commission de médiation « Droit au logement opposable » de Loire-Atlantique, Séminaire « Evaluation juridique de la mise en œuvre de la loi « Droit au logement opposable » en Loire-Atlantique », 22 juin 2010, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes ;

- Le droit de préemption. Analyse du contentieux, in Journée d'études sur « l'actualité du droit foncier », GRIDAUH et Université de Rennes I, 1^{er} juin 2010.

- Les instruments juridique de lutte contre l'étalement urbain, Journée d'études « Instruments fonciers et stratégies foncières publiques », organisée par le GRIDAUH, le 30 septembre 2010, Paris.

- Prerogatives de puissance publique et protection de la propriété privée immobilière, Rencontres Sino Françaises, 23 octobre 2010, Chambre des notaires, Nantes.

- Les doctrines d'interprétation des commissions de médiation, communication au colloque « Le droit au logement opposable : Évaluation juridique à la veille de l'échéance du 1^{er} janvier 2012 », Maison de la chimie, Paris, organisé par le GRIDAUH avec le soutien du Ministère du logement, de la Mission de recherche Droit et justice, du Conseil d'État, 14 septembre 2011

- Droit de préemption et prévention des risques naturels, communication à la journée d'étude « Risques naturels prévisibles et Urbanisme », Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 1er décembre 2011
- Les métamorphoses de la planification urbaine stratégique en France. Le cas des schémas de cohérence territoriale, Conférence, Land Institut of Japan, Tokyo, 6 mars 2012
- Le plan local d'urbanisme en droit français. De la gestion de l'espace à la gestion de la ville, Conférence, Land Institut of Japan, Tokyo, Japon, 6 mars 2012
- L'essor du droit de préemption en droit de l'urbanisme français, Conférence, Université d'Hokkaido, Faculté de droit, Sapporo, Japon, 9 mars 2012
- L'intervention de l'État en matière de planification urbaine. L'apport de la loi Grenelle II, Communication à la journée d'étude « Les outils de la gouvernance environnementale. Usages. Appropriations. Transformations » organisée par le Centre universitaire de recherches sur l'action publique et le politique, Université de Picardie, Faculté de droit et de science politique, Amiens, 14 juin 2012
- Les contours de la notion d'utilité publique, Conférence, Journée d'information des commissaires enquêteurs, organisée par l'Institut régional du patrimoine de Bretagne, la DREAL Bretagne, le Tribunal administratif de Rennes, Morlaix, 21 juin 2012
- La détermination des immeubles à exproprier : l'enquête parcellaire et l'arrêté de cessibilité, Conférence, Journée d'information des commissaires enquêteurs, organisée par l'Institut régional du patrimoine de Bretagne, la DREAL Bretagne, le Tribunal administratif de Rennes, Morlaix, 21 juin 2012
- Le droit européen de l'environnement en tant qu'instrument de convergences entre systèmes juridiques, Communication aux deuxièmes journées franco-polonaises. Convergence et divergence entre systèmes juridiques, organisées par l'Université Jagellonne de Cracovie et l'Université d'Orléans avec le soutien des ministères de la justice polonais et français, Cracovie, Pologne, 24 novembre 2012
- Loi littoral et urbanisme, Conférence, Journée d'information des commissaires enquêteurs organisée par l'Association départementale des commissaires enquêteurs de Loire-Atlantique, 28 novembre 2012
- L'évolution du contrôle du juge administratif sur les motifs des décisions de préemption, Communication à la journée d'étude sur « L'actualité 2012 du droit de l'urbanisme », organisée par le GRIDAUH et l'ordre des avocats de Paris, Maison du Barreau, Paris, 30 novembre 2012
- Réflexions sur la compatibilité des plans locaux d'urbanisme avec les schémas de cohérence territoriale, Communication à la journée d'étude « Pratiques réglementaires et planification d'urbanisme », organisée par le centre de recherche INRA-Sadapt, AgroParis Tech, Paris, 12 juillet 2013
- Les compétences des établissements publics de coopération intercommunale en matière de droit de préemption, Communication au séminaire sur « Les communautés et les droits de préemption », organisé par le GRIDAUH et l'Assemblée des communautés de France, Centre Malher de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris, 13 septembre 2012
- Modalités d'instauration des « servitudes environnementales ». Le recours aux techniques de droit public, Communication à la journée d'étude « Les servitudes environnementales », organisée par « Droit et changement social » (UMR 6297), Faculté de droit et des sciences politiques, Nantes, 11 octobre 2013
- Le droit français de la planification urbaine à l'épreuve de la protection du patrimoine, Conférence à l'Université de Chuo, Tokyo, 19 octobre 2013
- Les incidences de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme en matière d'atteinte à la propriété privée, Conférence à l'Université d'Hokkaido, Faculté de droit de Sapporo, 25 octobre 2013
- Les contours de la notion d'utilité publique, Communication à la journée d'information des commissaires enquêteurs, Organisé par l'Institut régional du patrimoine, la DREAL Bretagne et le Tribunal administratif de Rennes, Ploermel, 30 octobre 2013

- La détermination des immeubles à exproprier : l'enquête parcellaire et l'arrêté de cessibilité, Communication à la journée d'information des commissaires enquêteurs, Organisé par l'Institut régional du patrimoine, la DREAL Bretagne et le Tribunal administratif de Rennes, Ploermel, 30 octobre 2013
- Droit de l'urbanisme et proportionnalité des atteintes au droit de propriété, Communication au colloque « Les principes en droit de l'urbanisme », organisé par le laboratoire « Collectivités publiques », Université d'Orléans, Orléans, 13 décembre 2013
- L'impact de la loi Alur sur le régime du droit de préemption, Communication à la journée d'étude « Les apports de la loi Alur dans son volet urbanisme », organisée par les éditions Dalloz, Paris, 3 juin 2014
- Normativité et lutte contre l'étalement urbain, Communication au séminaire « Regards sur l'actualité de droit rural et agro-alimentaire. Europe – Etats-Unis », organisé par DCS (UMR 6297), Faculté de droit et des sciences politiques, Nantes, 18 juin 2014
- Loi Alur et maîtrise foncière des personnes publiques – la réforme du droit de préemption, Communication au colloque sur la loi Alur, organisé par l'Université de Lille, et l'ICEU/ICH, Faculté de droit, Lille, 20 juin 2014
- Urbanisme et développement de l'offre foncière, Communication au colloque sur « La loi Alur », organisée par le GRIDAUH, Université de Paris I, Paris, 12 septembre 2009
- La genèse de la loi « Développement des territoires ruraux », Communication à la journée d'étude « Les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périmètres urbains. Premier retour d'expériences », organisée par DCS (UMR 6297) et le GRIDAUH, 3 octobre 2014
- La compétence des autorités locales en matière d'aménagement, de développement et de protection des territoires maritimes dans le cadre de la planification urbaine, Communication au colloque « L'aménagement du territoire maritime dans le contexte de la politique maritime intégrée », organisée par L'UMR AMURE Centre de droit et d'économie de la mer, 10 octobre 2014, Institut universitaire de la mer, Plouzané
- Le droit au logement opposable, Communication au séminaire franco-japonais « Rénovation urbaine. Maîtrise foncière. Droit au logement », organisé par DCS (UMR CNRS 6297, SAD-APT (UMR INRA AgroParisTech) et Chuo Law School (Tokyo), 7 et 8 septembre 2015, Faculté de droit de Nantes
- Prêgo à l'épreuve du Code minier. Analyse juridique des conditions auxquelles est soumise la reconversion des forages de reconnaissance pour la géothermie, Communication au séminaire Prêgo (ANR-14-CE05-0049-Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), Ineriss, Paris, 26 octobre 2016
- La loi biodiversité et le droit de l'urbanisme, Communication à la journée d'études sur « La loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages », Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 15 mars 2017
- Droit de préemption. Redéfinir les garanties accordées au propriétaire et à l'acquéreur évincé, Communication au colloque sur « Le droit de préemption au XXIème siècle », Faculté de droit de Rouen, 19 avril 2017
- Le droit d'accès au juge. Les exigences de la Cour européenne des droits de l'homme, Communication à la journée d'études franco-japonaise sur « L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement », Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 7 septembre 2017
- La prise en compte des zones humides par les documents de planification urbaine, Communication à la journée d'études sur les zones humides, Syndicat du bassin versant de Grand-Lieu, Les Lucs-sur-Boulogne, 6 octobre 2017
- Prêgo à l'épreuve du droit. Les obstacles juridiques à la reconversion géothermique des forages profonds, communication à la journée d'étude « Préfiguration géothermique des ouvrages profonds. Enjeux et mise en perspective », colloque organisée par DCS, BRGM, INERIS, Laboratoire d'économie d'Orléans dans le cadre de l'ANR Prêgo, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 20 septembre 2018

- L'apport de la QPC en droit de l'urbanisme , Communication au colloque « L'apport de la QPC à la protection des droits et libertés dans les différents champs du droit », DCS – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 11 octobre 2018
- La participation en amont. Du débat public à la concertation préalable, Communication au séminaire franco-japonais « Les incidences de la Convention d'Aarhus sur le droit français » (5 septembre 2018 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes). Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou et T. Watari)
- La notion de « servitudes » en droit public, Communication au colloque « La servitude : une vieille notion neuve ? La servitu : una nozione « antica-moderna » ? », Université de Corte « Pasquale Paoli », (EMRJ EA 7311) colloque organisé sous la direction de A.-M. Luciani et L. Morenzi, Corte les 4 et 5 avril 2019
- Le projet urbain partenarial, Communication au Séminaire franco-japonais. La contractualisation de l'action publique en matière d'urbanisme (4 septembre 2019 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes). – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou, F. Allaire et T. Watari)
- Une nouvelle ère pour le foncier ? Dissocier foncier et usage, changer notre rapport à la propriété, Communication au colloque « Terres (à) ménager », 17 juin 2019, Palais de congrès de Nantes, Colloque organisé par le Département de Loire-Atlantique et l'Agence foncière de Loire-Atlantique
- Le principe de non-indemnisation des propriétaires victimes de la progression des rivages de la mer, Communication à la journée d'étude « Le juge administratif, le littoral et la mer après la loi ELAN » du 17 octobre 2019, Nantes, sous la dir. de Struillou (J.-F.) et Hutten (N)
- « L'indemnisation des co-propriétaires du Signal », Communication au séminaire de l'Observatoire régional des risques côtiers des Pays de la Loire sur l'émergence sur l'émergence des stratégies locales de gestion du trait de côte et de relocalisation en Pays de la Loire, jeudi 10 décembre 2020.
- « Remarques sur l'efficacité du zéro artificialisation des sols pour lutter contre l'étalement urbain », Communication au colloque de l'ANAU (Association nantaise d'aménagement et d'urbanisme), Nantes, 31 mars 2021
- « La constitutionnalité de l'article L. 322-2 du code de l'expropriation. Quid de la préemption pour revendre ? », conférence donnée à l'occasion du séminaire du Gridauh intitulé « La question de la récupération des plus-values en cas de privation des biens. La QPC sur l'article L. 322-2 du code de l'expropriation après les arrêts de la Cour de cassation du 1^{er} avril 2021, n° 20-17.133 et 20-17.134 », Paris, Gridauh, 18 mai 2021
- « Le trait de côte et le droit de préemption », Communication au colloque sur « La loi "Climat et résilience" et le droit de l'urbanisme », colloque organisé par le GRIDAUH et le Barreau de Paris, Barreau de Paris, Paris, 14 décembre 2021
- « Anticipation et régulation par le droit des conflits générés par la recomposition spatiale des territoires littoraux menacés par le recul du trait de côte », communication à la journée d'étude « L'urbanisme en conflits. Quelles sources ? Quelles méthodes ? », Journée d'étude organisée par le Laboratoire Techniques Territoires et Sociétés (Latts) et l'IEP de Lausanne, Paris, 24 juin 2022
- La gestion du recul du trait de côte après la loi Climat et résilience du 22 août 2021, Communication aux Journées scientifiques de la stratégie nationale de gestion intégrée du trait de côte, Journées organisées par le Ministère de la Transition écologique et l'Observatoire régional des risques côtiers en Pays de la Loire, Saint-Jean-de-Monts, 28 et 29 novembre 2022
- « La recomposition spatiale des territoires exposés au recul du trait de côte après la loi Climat et résilience », Communication aux journées scientifiques de l'Université de Nantes, Colloque sur « l'adaptation des littoraux au changement climatique avec la loi Climat et résilience », Nantes, Palais des congrès, 5 juin 2023

- « La question des cartographies prospectives d'exposition à l'érosion cotière. Les enjeux juridiques », Participation à la Table Ronde, Journées scientifiques de l'Université de Nantes, Colloque sur « l'adaptation des littoraux au changement climatique avec la loi Climat et résilience », Nantes, Palais des congrès, 5 juin 2023
- « Projet partenarial d'aménagement et recomposition spatiale des territoires exposés au recul du trait de côte », Communication au séminaire franco-japonais sur « les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée de la mer », Séminaire organisé par le laboratoire « Droit et changement social » de l'Université de Nantes et la Faculté de droit de Chuo (Tokyo), Nantes 6 septembre 2023
- « L'affaire dite du "Signal" à Soulac-sur-Mer. Loi du circonscription, équité et socialisation du risque », Communication au séminaire franco-japonais sur « les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée de la mer », Séminaire organisé par le laboratoire « Droit et changement social » de l'Université de Nantes et la Faculté de droit de Chuo (Tokyo), Nantes 7 septembre 2023

7. Autres

7.1. Organisation de colloques, journées d'études et séminaires

- "État de droit et urbanisme", 19 septembre 2003, Paris, Sénat, Palais du Luxembourg, Colloque organisé par le GRIDAUH avec la collaboration du CERP3E.
- "Droit administratif des biens et droits de l'homme", 17 octobre 2003, Nantes, Faculté de droit, Colloque organisé par le CERP3E.
- "La participation du public aux décisions d'aménagement et d'environnement", 6 octobre 2006, Nantes, Faculté de droit, Colloque organisé par la Faculté de droit.
- "La participation du public en droit français", Journée Franco-Thaïlandaise, 25 février 2008, Nantes, Faculté de droit.
- Quel développement durable pour l'estuaire de la Loire ? (En collaboration avec Laure Després, juin 2008).
- Les schémas de cohérence territoriale : premières expériences, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 3 octobre 2008.
- Evaluation juridique de la mise en œuvre de la loi DALO en Loire-Atlantique, Séminaire, 22 juin 2010, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes.
- Risques naturels prévisibles et urbanisme, Journée d'étude, 1^{er} décembre 2011, Faculté de droit de Nantes.
- Les communautés et les droits de préemption, Séminaire organisé avec le GRIDAUH (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat) et l'ADCF (Assemblée des communautés de France), Paris, Centre Malher de L'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne, 13 septembre 2012.
- Le droit de l'urbanisme en France et au Japon, Séminaire Franco-Japonais, 17-24 septembre 2012, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes.
- Les « Servitudes environnementales », Journée d'étude, 11 octobre 2013, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- Les périmètres de protection et de mise en valeur des espaces agricoles et naturels périurbains (PEAN). Premier retour d'expérience, Journée d'étude, 3 octobre 2014
- Séminaire Franco-Japonais sur le droit de l'urbanisme et de l'aménagement, 7-8 septembre 2015, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- Journée d'études Franco-Japonaise sur « L'intérêt à agir dans le contentieux de l'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement », Faculté de droit et des sciences

- politiques de Nantes, 7 septembre 2017 – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou et T. Watari)
- Séminaire Franco-Japonais sur « les associations de protection de l'environnement et le droit », 8 septembre 2017, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes - – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou et T. Watari)
 - Séminaire franco-japonaise. L'affaire « Yellopark » et les associations, (6 septembre 2018 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes. – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou et T. Watari)
 - Séminaire franco-japonais. Les incidences de la Convention d'Aarhus sur le droit français (5 septembre 2018 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes. - Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou et T. Watari)
 - Journée d'étude Prégo. Préfiguration géothermique des ouvrages profonds. Enjeux et mise en perspectives. – 20 septembre 2018 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes. – Journée d'étude organisée par DCS, le BRGM, INERIS et le Laboratoire d'économie d'Orléans (sous la direction de J.-F. Struillou et F. Andriamasinoro)
 - Séminaire franco-japonais. La contractualisation de l'action publique (3 septembre 2019 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes. – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou, F. Allaire et T. Watari)
 - Séminaire franco-japonais. La contractualisation de l'action publique en matière d'urbanisme (4 septembre 2019 – Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes. – Séminaire organisé par DCS et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou, F. Allaire et T. Watari)
 - Séminaire franco-japonais. « Les enjeux juridiques de la recomposition spatiale des territoires menacés par la montée de la mer ». Séminaire organisé par le laboratoire Droit et changement social et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou, Marie Crespy De Coninck, Nicolas Hutten et Tadasu Watari), Faculté de droit et des sciences politique de Nantes, 6 septembre 2023
 - Séminaire franco-japonais. « Les enjeux juridiques de la recomposition spatiale des territoires menacés par la montée de la mer. Quid de l'indemnisation des propriétaires ? », Séminaire organisé par le laboratoire Droit et changement social et Chuo Law of Scholl de Tokyo (sous la direction de J.-F. Struillou, Marie Crespy De Coninck, Nicolas Hutten et Tadasu Watari), Faculté de droit et des sciences politique de Nantes, 6 septembre 2023

7.2. Directions de contrats de recherche

- L'implantation des lignes électriques et le droit de l'environnement, Rapport dactylographié à Électricité de France, 1996 (contrat de recherche conclu entre le CRUARAP et EDF).
- Les problèmes juridiques relatifs à l'indemnisation des "servitudes environnementales". Vers un nouveau principe "protecteur-payeur" ?, Rapport dactylographié au ministre de l'environnement, juillet 1997, (En collaboration avec des praticiens du droit, des enseignants-chercheurs français et étrangers). (contrat de recherche conclu entre le CRUARAP et le Ministère de l'environnement).
- Protection environnementale, sécurité publique et Aménagement viticole du coteau de Chartèves. Identification des contraintes juridiques, Rapport dactylographié au Ministère de l'Agriculture. Juillet 2000 (En collaboration avec Jean-Claude Hélin). (contrat de recherche conclu entre le CRUARAP et le Ministère de l'Agriculture et DDAF de l'Aisne).
- L'expérimentation de compétences décentralisées de la gestion de l'eau en Bretagne. Contribution au pré-projet de loi sur l'eau, Rapport dactylographié au Président de la Région

Bretagne, 30 pages. Février 2004. (en collaboration avec Patrick Le Louarn). (contrat de recherche conclu entre le CERP3E et La région Bretagne).

- La participation du public à la gouvernance urbaine et environnementale. Vers un nouveau mode de production de la décision publique, ACI Ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche (2004-2007) ; (contrat de recherche conclu entre le CERP3E et Le Ministère délégué à la recherche).
- La constitution de réserves foncières par voie d'expropriation ou de préemption (2007). En collaboration avec René Hostiou. (contrat de recherche conclu entre le GRIDAUH et l'établissement public foncier des Yvelines).
- Etude sur les servitudes environnementales. En collaboration avec R. Hostiou (contrat de recherche conclu entre DCS et le Conservatoire du littoral 2010-2014)
- La compétence matérielle des établissements publics de coopération intercommunale en matière de droit de préemption. En collaboration avec J.-F. Joye (contrat de recherche conclu entre le GRIDAUH et l'Assemblée des communautés de France, Janvier 2012)
- Le droit de préemption commercial. Difficultés d'application et perspectives d'évolution. En collaboration avec E. Fatôme (contrat de recherche conclu entre le GRIDAUH et la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris)
- La compétence matérielle des établissements publics de coopération intercommunale en matière de droit de préemption. En collaboration avec J.-F. Joye (contrat de recherche conclu entre le GRIDAUH et l'Assemblée des communautés de France, mars 2015)
- Pollusols à l'épreuve du droit. Définition, évaluation et gestion des sols affectés par les pollutions diffuses, Pollusols, Appels à projet interne, 2017-2018
- Les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée des eaux, (Appel à projets – Mission de recherche Droit & Justice - Les enjeux juridiques de la transition écologique), 1^{er} mars 2022 – 1 mars 2024

7.3. Participations à des contrats de recherche

- Le département et ses interventions sociales. Aspects juridiques, Rapport dactylographié au Conseil général de Loire-Atlantique, juin 1996 (En collaboration avec Soizik Lorvellec et Gérard Brovelli) (Contrat de recherche conclu entre la MSH Ange Guépin et le Conseil général de Loire-Atlantique).
- État de droit et urbanisme, Programme de recherche du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur. Collaboration entre le CRUARAP et le GIP GRIDAUH (Groupement de recherche sur les institutions et le droit de l'aménagement de l'urbanisme et de l'habitat. Université de Paris I) (sous la dir. de J.-P. Lebreton) :
- " Le contentieux pénal de l'urbanisme dans le ressort des tribunaux correctionnels de Nantes, Saint-Nazaire, les Sables-d'Olonne, La Rochelle, Rochefort et Tours ", Programme de recherche du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur " État de droit et urbanisme ", Rapport final, 500 pages, 2003.
- " L'application du droit pénal de l'urbanisme. Rapport de synthèse ", Programme de recherche du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur " État de droit et urbanisme ", 60 pages, Décembre 2003.
- " Le contrôle de légalité des actes d'urbanisme en Loire-Atlantique ", Programme de recherche du Ministère de la Justice et du Ministère de l'Intérieur " État de droit et urbanisme ", 30 pages, 2003.
- Étude du statut juridique des emprises ferroviaires dans le plan d'occupation des sols de la Ville de Nantes, contrat d'étude GRIDAUH, CRUARAP, Ville de Paris, 4 pages et annexes (mai 2003), sous la dir. de J.-P. Lebreton.
- L'invention d'une gouvernance de l'eau sur un bassin versant : le bassin versant de Grand-Lieu. Programme environnement vie et société du CNRS (sous la dir. de Mme Bodiguel).

- Action Concertée Incitative « Sociétés et cultures dans le développement durable » (2004-2007), projet intitulé « Conflits et coopération autour d'un territoire dynamique et fragile : Quel développement durable pour l'estuaire de la Loire ? », Ministère délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche (2005-2008) ;
- Contrat ORECOLM : « Observatoire en réseau des conflits littoraux et maritimes » (contrat conclu entre la MSH Ange Guépin et la région Pays de la Loire).
- Recherches exploratoires, à partir d'approches pluridisciplinaires (géographes, juristes, économistes, architectes, sociologues,...) sur la capacité d'accueil et de développement des communes littorales (2006-2011), (contrat conclu entre la MSH Ange Guépin et le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ; la Direction régionale de l'équipement Pays de la Loire ; le Plan-urbanisme-construction-architecture (PUCA).
- Recherches exploratoires, à partir d'approches pluridisciplinaires (géographes, juristes, économistes, architectes, sociologues,...) sur la structuration du périurbain (2006-2007). (Contrat conclu entre la MSH Ange Guépin Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ; Direction régionale de l'équipement Pays de la Loire ; Plan-urbanisme-construction-architecture (PUCA)
- Évaluation des premiers Schémas de cohérence territoriale (2007-2009). Contrat de recherche conclu entre le Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire ; la DGUHC et le Groupement de recherche sur les institutions, le droit de l'aménagement, de l'urbanisme, de l'habitat (GRIDAUH. Paris I), sous la direction scientifique de J.-P. Lebreton.
- Les pratiques de la préemption, (ADEF – DGUHC), mars 2008.
- Evaluation juridique de la mise en œuvre de la loi DALO (Contrat conclu entre le GRIDAUH, la Mission Droit et Justice et le Ministère du logement ; juin 2009)
- ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds). Responsable de l'axe Juridique, 2015-2018
- Recherche sur le contentieux de l'urbanisme, GRIDAUH, 2017-2018, sous la direction de R. Noguellou et T. Tuot, Responsable de la recherche sur les sites de Nantes et Rennes
- Emergence des stratégies locales de gestion du trait de côte et de relocalisation en Pays de la Loire, 2019-2021, sous la direction de M. Robin, (Observatoire régional des risques côtiers, DREAL Pays de la Loire, Université de Nantes, Géolittomer, Laboratoire de psychologie des Pays de la Loire, Laboratoire d'économie et de management de Nantes Atlantiques) – Responsable de l'axe juridique.

7.4. Rapports de recherche non publiés

7.4.1. Rapports rédigés dans le cadre de l'ANR Prégo (préfiguration géothermique des ouvrages profonds)

- Struillou (J.-F.), Prégo à l'épreuve du code minier. Analyse juridique des conditions auxquelles est soumise la reconversion des forages de reconnaissance pour la géothermie, Rapport, Tome I, ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), novembre 2018 (60 pp.)
- Struillou (J.-F.) et Hutten (N.), Un cadre juridique favorable au développement des énergies renouvelables, Rapport, Tome II, ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), novembre 2018 (27 pp.)
- Struillou (J.-F.), Les obstacles juridiques à la reconversion des forages profonds, Rapport, Tome III, ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), novembre 2018
- Struillou (J.-F.), Prégo et le régime dit de la « minime incidence environnementale. Deux sûretés valent mieux qu'une, Rapport ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), novembre 2018, 20 pp.

- Struillou (J.-F.), Prégo. Vers un nouveau cadre juridique. Propositions de réforme et analyse des points de vue des administrations, des sociétés minières et des sociétés de géothermie, Rapport, Tome IV, ANR-14-CE05-0049 Prégo (Préfiguration géothermique des ouvrages profonds), novembre 2018

7.4.2. Rapports rédigés dans le cadre de la recherche du GRIDAUH sur le contentieux de l'urbanisme (sous la dir. de R. Noguellou et T. Tuot)

- Struillou (J.-F.), Recherche sur le contentieux de l'urbanisme. Rapport de site. Cour administrative d'appel de Nantes (65 pages), GRIDAUH-DCS, 2018, www.gridauh.fr

- Struillou (J.-F.), Recherche sur le contentieux de l'urbanisme. Rapport de site. Tribunal administratif de Rennes (70 pages), GRIDAUH-DCS, 2018, www.gridauh.fr

- Struillou (J.-F.), Recherche sur le contentieux de l'urbanisme. Rapport de site. Tribunal administratif de Nantes (45 pages), 2018, www.gridauh.fr

7.4.3. Autres

- Struillou J.-F., R. Hostiou, J.-Cl. Hélin, J.-L. Champy, J.-M. Pilate, F. Meynaud, V. Renard, M. Paques, F. Fonderico, G. Martinez Garcia, E. Tesson, Les problèmes juridiques relatifs à l'indemnisation des « servitudes environnementales ». Vers un nouveau principe « protecteur payeur », sous la dir. de R. Hostiou et J.-Cl. Hélin, CRUARAP, Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, 1998, 200 pp.

- Noguellou (R) et Struillou (J.-F.), Évaluation juridique de la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2007 instituant un droit au logement opposable. Site de Loire-Atlantique, 90p., Rapport d'étape remis au Ministère du logement en juin 2010 (<http://www.gridauh.fr/>).

- Struillou (J.-F.) et Hostiou (R), Instauration de servitudes conventionnelles à l'initiative du Conservatoire du littoral. Analyse de la situation, Rapport au Conservatoire du littoral sur les « Servitudes environnementales », 2010, (25 pages), non publié

- Struillou (J.-F.), Les servitudes contractuelles environnementales susceptibles d'être établies au profit du Conservatoire du littoral. Suppression du fonds dominant. Obligations de faire. Approche critique, Rapport au Conservatoire du littoral sur les « Servitudes environnementales », 2010, (28 pages), non publié

- Struillou (J.-F.), L'instauration d'une servitude d'utilité publique environnementale au profit du Conservatoire du littoral, 2011, (30 pp.), non publié

- Struillou (J.-F.) et Joye (J.-F.), Les communautés et le droit de préemption, Rapport à l'Assemblée des communautés de France (ADCF. Paris), 2012, Publié in : www.gridauh.fr et www.adcf.org

- Struillou (J.-F.), Remarques sur les propositions visant à modifier le régime du droit de préemption, DCS-GRIDAUH, rapport au Ministère de l'Écologie, du développement durable et de l'énergie, Mars 2013, non publié, (19 pages)

- Struillou (J.-F.) et Fatôme (E.), Le droit de préemption commercial. Difficultés d'application et Perspectives d'évolution. Étude sur la mise en œuvre du droit de préemption régi par le Code de l'urbanisme, Rapport à la Société d'économie mixte d'aménagement de l'Est de Paris (SEMAEST), Mai 2013, Publié in : www.gridauh.fr (40 pages)

- Struillou (J.-F.) et Joye (J.-F.), Les communautés et le droit de préemption, Rapport à l'Assemblée des communautés de France (ADCF. Paris), novembre 2015, Publié in : www.gridauh.fr et www.adcf.org

- Struillou (J.-F.), Crespy De Coninck (M.), Hutten (N.), Chadenas (C.), « Les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée de la mer. Droit et usages sociaux du droit », Rapport intermédiaire remis à l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice (IERDJ), 20 février 2023.

7.5. Auditions

- Par le Conseil d'État sur Le droit de préemption urbain (2008).
- Par le Cabinet de Mme la Ministre de l'artisanat, du commerce et du tourisme, sur la réforme du droit de préemption commercial (2013)

7.6. Jury de concours

- Président du comité de sélection, chargé de recruter un maître de conférences à la Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes (01/2017 – 06-2017)

7.7. Expertise d'unité

- Évaluation HCERES des unités de recherches. Membre du comité d'évaluation du Centre de recherche juridique Pothier, Université d'Orléans, (01/2017 – 03/2017)

7.8. Enseignements

- « Droit de l'urbanisme opérationnel », Cours en Master 2, « Droit public ». Option commune aux masters 2 « Droit public général », « Droit de l'environnement », « Droit public des affaires » et « Droit et administration des collectivités territoriales » (15h). Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- « Politiques foncières des collectivités publiques », Séminaire en Master II, « Villes et Territoires » (10h). Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes, IGARUN, Ecole d'architecture (2005-2023)
- « Droit de l'urbanisme opérationnel », Séminaire en Master II « Droit notarial » (4h). Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes (2018-2022)
- « Droit de l'urbanisme », Diplôme supérieur du notariat, (18h de 2005 à 2022 ; 6h à compter de 2023), Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- « Droit de l'urbanisme », Licence professionnel, métiers du notariat (12h), Faculté de droit et des sciences politiques de Nantes
- « Gouvernance urbaine », Cour en Master II, « Sciences et techniques des environnements urbains », (15h). Ecole centrale de Nantes (de 2006 à 2016)

19. Formations professionnelles

- 13 mai 2011, « La Grenellisation du droit de l'urbanisme », Séminaire organisé par LexisNexis, Paris
- 10 et 11 octobre 2011, « Les droits de préemption », Séminaire organisé par l'Association des Études foncières, Paris
- 21 octobre 2011, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par LexisNexis, Paris
- 21 mai 2012, Actualité du droit de l'urbanisme, Séminaire organisé par LexisNexis, Paris
- 4 juin 2012, Actualité du droit de l'urbanisme, Séminaire organisé par LexisNexis, Lyon
- 3 juillet 2012, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par Dalloz et l'ordre des avocats du barreau de Créteil
- 18 septembre 2012, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par LexisNexis, Paris
- 3 octobre 2013, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par Dalloz
- 4 octobre 2013, Actualité du droit de l'urbanisme, Séminaire organisé par LexisNexis

- 13 juin 2014, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par Dalloz
- 7 octobre 2014, « Expropriation et préemption », Séminaire organisé par LexisNexis
- 13-15 mai 2019, « Le contentieux de l'expropriation », Ecole Nationale de la Magistrature, Formation continue des magistrats, Paris, sous la dir. de Mme Bénédicte Djikpa, Conseiller référendaire à la Cour de cassation
 - Intervention sur le droit de préemption et le juge de l'expropriation
 - Intervention sur le droit délaissement et le juge de l'expropriation
- Mai 2021, « Le contentieux de l'expropriation », Ecole Nationale de la Magistrature, Formation continue des magistrats, Paris, sous la dir. de Mme Bénédicte Djikpa, Conseillère référendaire à la Cour de cassation
 - Intervention sur le droit de préemption et le juge de l'expropriation
 - Intervention sur le droit délaissement et le juge de l'expropriation
- 25 mai 2022, « Le contentieux de l'expropriation », Ecole Nationale de la Magistrature, Formation continue des magistrats, Paris, sous la dir. de Mme Bénédicte Djikpa, Conseillère référendaire à la Cour de cassation
 - Intervention sur le droit de préemption et le juge de l'expropriation
 - Intervention sur le droit délaissement et le juge de l'expropriation
- 24 mars 2023, « Le contentieux de la préemption publique », Formation dispensée à L'école des avocats du grand ouest (EDAGO), Ker Lann, 35170 Bruz
- 17 mai 2023, « Le contentieux de l'expropriation », Ecole Nationale de la Magistrature, Formation continue des magistrats, Paris, sous la dir. de Mme Géraldine Brun, Conseillère référendaire à la Cour de cassation
 - Intervention sur le droit de préemption et le juge de l'expropriation
 - Intervention sur le droit délaissement et le juge de l'expropriation